

mettre en danger une seule vie canadienne. Je félicite chaleureusement le Gouvernement de s'en être souvenu quand il a déclaré que le point le plus important était de remporter la victoire. Je le félicite également d'avoir énoncé dans le discours du trône les mesures visant à l'utilisation de toutes nos énergies.

Plus forte sera notre supériorité en équipement militaire, en avions, en chars d'assaut et en canons, plus faibles seront les pertes en hommes. Quant à ceux qui ne se préoccupent que des projets d'après-guerre, je leur dirai ceci: de tels projets ne valent rien si nous n'avons pas dans les armées des Nations Unies suffisamment d'effectifs qui soient prêts à risquer et même à donner leur vie pour vaincre les Nazis et les Japonais.

Si les Nazis ou les Japonais arrivaient à nous subjuger quel cas feraient-ils des projets que nous formons pour améliorer notre peuple? Combien de temps les toléreraient-ils? Les paroles de leurs propres chefs, de même que leurs actes, dont nous avons entendu parler aujourd'hui même dans cette enceinte, nous indiquent clairement à quoi nous en tenir.

Monsieur l'Orateur, sans la victoire, tous ces projets ne seront que de stériles spéculations intellectuelles.

Voyons maintenant quel est le second souci de nos combattants. J'ose dire qu'ils aspirent à une paix durable qui évitera à leurs fils de connaître encore une fois les horreurs d'une guerre pour leur propre survivance. De là la nécessité de mesures pour assurer qu'un ennemi qui nous a menacés de ruine il y a vingt-neuf ans, qui nous a menacés de nouveau il y a trois ans, ne puisse revenir à la charge une troisième fois et plonger de nouveau l'humanité dans un abîme de misère. Ceux-là sans doute qui ont perdu des êtres chers lors du dernier conflit ou ceux qui en ont perdu dans le conflit actuel,—comme aussi, je l'espère, tous les plus fortunés qui ont échappé à ce malheur,—admettront avec moi que des mesures s'imposent. Je conseille de commencer par réduire l'Allemagne et le Japon en cette guerre au point de priver leurs chefs à tout jamais du moyen de faire croire à leurs sujets en l'opportunité d'un autre conflit. Ensuite, pour parer à tout danger de revanche de la part de ces pays, pour le sort qu'on leur aura fait subir durant cette guerre, je recommande leur désarmement perpétuel. Leur permettre de s'armer, pour ce qu'ils appelleront leur propre défense, pourra signifier qu'ils s'arment pour une nouvelle agression.

Comme troisième mesure, et la plus importante de toutes, je recommande la création d'un organisme international, armé non seulement de la résolution de maintenir la paix dans le monde mais de la force nécessaire pour prévenir toute nouvelle agression.

[M. Tucker.]

A ce propos, quelques commentaires s'imposent sur le discours que lord Halifax a prononcé dernièrement au pays. A mon sens, nous devons continuer notre avance dans la voie de la complète souveraineté dans le cadre du Commonwealth des nations britanniques; nous devons accorder notre pleine approbation aux plans du Gouvernement qui tendent à appuyer dans la mesure du possible l'établissement d'un organisme international pour le maintien de la paix mondiale. Nous sommes désireux, va sans dire, de conférer avec les autres membres du Commonwealth britannique, comme nations souveraines, pour le triomphe de notre cause dans cette guerre et la sauvegarde de la paix après le conflit. Mais des exhortations à rebrousser chemin et à revenir sur nos pas dans la voie où nous nous sommes engagés, il y a soixante-quinze ans, vers la souveraineté et l'autonomie complètes dans le cadre du commonwealth, sous la direction de grands chefs comme sir John A. Macdonald, sir Wilfrid Laurier, sir Robert Borden et notre présent premier ministre, me feront dire que la chose n'est ni réalisable, ni opportune. Elle ne serait dans l'intérêt bien compris ni du Canada, ni du Commonwealth britannique.

Les conférences tenues dernièrement par les grands chefs mondiaux et les déclarations qui les ont suivies sont fort encourageantes, monsieur l'Orateur. Mais le problème de l'organisation de la paix mondiale ne sera pas de solution facile. Les faits de la dernière guerre le démontrent. Ce ne sera pas une besogne facile que de tenter de rendre à peu près leur ancienne puissance aux nations qui ont cherché à se défendre contre l'agression, tout en évitant d'imposer des fardeaux tout à fait impossibles aux nations vaincues. Selon moi, toutes les nations qui se feront représenter à cette conférence devraient y déléguer leurs hommes d'Etat les plus compétents et les plus expérimentés et qui ont déjà l'habitude de travailler ensemble.

Monsieur l'Orateur, j'espère que le premier ministre gardera sa santé et sa vigueur à son poste actuel pour mettre sa longue expérience au service de l'humanité, à la tête de la délégation du Canada à la conférence de la paix qui suivra la fin des hostilités. Il y a une autre raison, monsieur l'Orateur, pour laquelle je voudrais l'y voir assister. On a fini par reconnaître les hautes barrières tarifaires qui font obstacle au commerce mondial nuisent aux meilleurs intérêts des nations. Le premier ministre s'est toujours fait le champion de ce principe. Il a réussi à abaisser les barrières tarifaires alors que nous n'avions pas à cet égard l'accord universel qui règne aujourd'hui. Or, pour mettre à profit la période instable de l'après-guerre, occasion qu'il faut